

Chapitre 9

LE RETOUR DU FILS PRODIGE

Lorsque Chiang Kai-shek débarqua à Shanghai, au début de l'après-midi du 26 mars, un samedi, il était enfin arrivé chez lui. Il retrouvait là les premiers lieux qu'il avait hantés, ses premiers bienfaiteurs, ses anciens collègues du temps où il était courtier et ses amis des bas-fonds et du Shanghai occulte. Originaire de Ningpo, il pouvait, à nouveau, embrasser ses pays, les puissants banquiers du Chekiang, les négociants et les industriels de Ningpo qui se partageaient avec les étrangers le contrôle économique de la métropole chinoise.

Les banquiers et les marchands avaient vu se transformer les grèves en grève générale et la grève générale en insurrection. La conquête ouvrière de Shanghai leur avait apporté le levier dont ils avaient besoin pour faire pression sur les étrangers et leur arracher la reconnaissance d'une égalité plus grande, mais elle les avait également avertis qu'il était temps de se débarrasser de cette arme dangereuse que constitue la puissance des masses. Leurs intérêts étaient tout autant en jeu maintenant que ceux des capitalistes étrangers, et l'écrasement du mouvement de masse constituait une condition essentielle à la réussite de l'opération en cours entre le capital chinois et le capital étranger. Ils savaient maintenant qu'ils pouvaient compter sur Chiang Kai-shek, le fils prodigue de retour dans leur giron, pour mener à bien cette tâche.

Chiang s'y employait déjà : il avait repris contact avec les sociétés secrètes qui s'étaient développées dans la vallée du Yangtze depuis les premiers jours de la dynastie Ch'ing, et qui étaient maintenant célèbres sous le nom de Société Rouge et Société Verte. Différentes par leur

origine et leur projet initial, ces organisations s'étaient transformées en de véritables gangs de trafiquants d'opium et d'esclaves. Ils kidnappaient, rançonnaient, contrôlaient les opérations de chantage et de meurtre. Des gorges du Szechwan à l'estuaire du Yangtze, rares étaient les boutiquiers, les commerçants et les patrons de jonques, qui parvenaient à échapper à leur racket.

La Société Verte (Ch'ing Bang) opérait hors de Shanghai. Son chef, Huang Ching-yung, connu partout sous le nom de Huang Ma-p'i (Huang le Grêlé), était le chef des inspecteurs de la police de la concession française. Cette société était dirigée par un triumvirat dont les deux autres membres étaient Chang Hsiao-lin et Tu Yüeh-sheng, qui au cours des années suivantes allait devenir le chef incontesté des bas-fonds de Shanghai et bénéficiaire d'une honorable réputation de « philanthrope ». Il était généralement admis que Huang Ma-p'i en personne avait introduit quelques années plus tôt Chiang, alors jeune officier de la garnison de Shanghai, au sein de la société¹. Lorsque le général nationaliste Chiang Kai-shek arriva à Kiukiang en novembre 1926, ce fut Huang Ma-p'i qui, au nom des banquiers de Shanghai, rétablit avec lui un contact direct. A la suite de cette rencontre, le Gang Vert fut mobilisé dans le but explicite de briser les syndicats. Ce qui avait été un syndicat du crime réunissait maintenant les traits des cent groupes noirs russes et de la société du 10 décembre de Louis-Bonaparte. Yang Hu, officier d'état-major de Chiang, se vit confier la direction de l'opération en vue de concurrencer les syndicats². On prévint de lancer des « Unions du Travail » pour lesquelles il fallut recruter toute la racaille des ports ouverts par les traités. Armes et munitions furent fournis en abondance. Huang reprit le chemin de Shanghai, et Chiang celui de Nanchang où il avait installé son quartier général.

En février 1927, une véritable campagne de répression fut déclenchée contre les organisations de masse. Au début de ce mois, Ch'en Tsan-hsien, le président de l'Union générale du Travail à Kanchow, ville du Sud du Kiangsi, fut assassiné par les soldats de Chiang Kai-shek, et la section locale dut passer dans la clandestinité. A Nanchang le 17 mars, Chiang ordonna la dissolution du Tangpu (section locale du Kuomintang), arrêta les dirigeants communistes de l'aile gauche, ferma les syndicats et l'association des étudiants, et supprima le quotidien régional du parti. Le même jour, il lançait une attaque contre les organisations

de masse à Kiukiang. Plusieurs centaines de truands, « syndicalistes modérés » pour les besoins de la cause, prirent d'assaut les bâtiments de l'Union générale du Travail, celui du Kuomintang, de l'Association paysanne, des étudiants et des groupes féminins, ainsi que le département politique de la VI^e Armée. Il y eut quatre morts et dix blessés. Un compte rendu chinois rapporte la manière dont les ouvriers s'accrochèrent à leurs positions jusqu'au moment où une compagnie relevant directement de Chiang intervint, prenant d'assaut le bâtiment et remettant en liberté plusieurs gangsters qui avaient été capturés. Un correspondant de presse britannique à Kiukiang écrivit :

Lorsque les assaillants semblèrent avoir le dessous, la troupe entra en jeu pour achever le travail. Depuis, les responsables syndicaux ont disparu, et l'on dit que les syndicats ont été réorganisés sur une base moins progressiste. La loi martiale fut immédiatement proclamée, interdisant formellement les rassemblements. Le port d'armes est interdit aux civils... Les rues sont sillonnées par des patrouilles de soldats... Chiang Kai-shek en personne aurait déclenché l'attaque, il se serait trouvé à Kiukiang au moment de la bataille, et il serait reparti depuis. Durant les troubles, il avait disposé dans la concession un fort contingent de soldats pour la protéger... Le nouveau magistrat est revenu de Nanchang où il s'était retiré après que les extrémistes eurent détruit son *Yamen* et cette fois Chiang Kai-shek lui donne une garde personnelle de cent cinquante hommes prélevée sur ses troupes... L'influence de la tendance modérée que représente Chiang Kai-shek commence à se faire sentir à travers toute la province²... C'est très précisément le reflux.

Des événements semblables eurent lieu partout où Chiang Kai-shek accosta le long du fleuve. Le 23 mars à Anking, le lendemain à Wuhu, les gangs prirent d'assaut les locaux des syndicats. Les responsables syndicaux furent tués ou contraints de se cacher. La « réorganisation syndicale » allait bon train. Chiang devait s'arrêter à Nankin, qui fut investie par les troupes nationalistes le 24 mars, mais ses plans furent bousculés, car la ville lorsqu'elle changea de mains fut bouleversée par le pillage et les attaques contre les étrangers. Quelques membres du personnel consulaire, quelques missionnaires, furent tués. En manière de représailles, les canonnières anglaises et américaines, à l'ancre au milieu du fleuve, bombardèrent la ville, tuant une douzaine de Chinois, en blessant dix-neuf. Le reste de la population étrangère fut évacué.

La presse étrangère en arriva vite à penser que « l'ou-

trage de Nankin » relevait d'un plan machiavélique mis au point par les communistes et l'aile gauche de Wuhan pour « embarrasser » Chiang Kai-shek et le brouiller avec les étrangers. Les communistes et les libéraux du Kuomintang de Wuhan se préoccupaient pourtant plus de faciliter la tâche de Chiang que de la gêner. De plus, il était clair que le gigantesque mouvement qui avait balayé la Chine du Sud n'avait été marqué par aucune violence contre les étrangers. Des centaines de missions s'étaient vu déposséder de leurs biens et des étrangers avaient dû partir mais « il n'y eut que de rares exemples où un étranger ait eu à se plaindre d'une égratignure ou d'un bleu » écrivit l'un d'eux⁴. On a également suggéré que l'incident de Nankin avait été une provocation préméditée par Chiang, pour mettre en cause les communistes. Cette hypothèse repose, elle aussi, sur peu de chose. Une partie des soldats de Chiang, en particulier ceux qui s'étaient récemment « rangés » du côté nationaliste, étaient parfaitement capables de devenir fous furieux et de se mettre à piller, sans que personne ait besoin de les y inciter. Un enquêteur américain, qui se trouvait sur les lieux quelques jours après les événements, montra sans difficulté que les soldats du Fengtien, démoralisés, en pleine débâcle, avaient été les véritables auteurs des agressions commises contre les étrangers⁵. Quoi qu'il en fût, la communauté étrangère devint, de ce fait, farouchement antinationaliste, et contribua à alourdir une atmosphère déjà pesante.

Ces événements obligèrent Chiang à remettre à plus tard son entrée dans Nankin et il continua à descendre le fleuve jusqu'à Shanghai. A son arrivée, il fut conduit à travers les barricades depuis le quai jusqu'à l'ancien ministère des Affaires étrangères, Route Ghisi, juste à l'extérieur de la concession française. Son premier interlocuteur fut Huang le Grêlé, et le deuxième T. Patrick Givens, de la section politique de la police municipale de Shanghai, qui remit à Chiang un sauf-conduit lui permettant de pénétrer dans les zones étrangères et de circuler dans ces enceintes sacrées avec une garde armée, privilège très rare auquel le seul Chiang eut droit parmi les chefs militaires nationalistes. Chiang, non moins généreux, assura qu'il ne manquerait pas « de coopérer avec la police étrangère de Shanghai ». Après ces entrevues, il eut une réunion de travail avec ses collaborateurs et ses alliés, où l'on discuta des moyens de « rétablir et de maintenir » l'ordre et la loi ».

Il invita les vétérans de l'aile droite du Kuomintang, conduits par Wu Chih-hui, Ts'ai Yüan-p'ei et Chang Ching-chiang. Il reçut ensuite la visite d'une délégation des banquiers et de la chambre de commerce, conduite par son premier bienfaiteur Yü Ya-ch'ing, Wang Hsiao-lai et d'autres. Il discuta ensuite de la situation militaire avec ses adjoints, Pai Ch'ung-hsi, qui avait pris la ville pour lui, et Chou Feng-ch'i, qui hier encore commandait une unité nordiste. Il rencontra à nouveau Huang le Grêlé, et ses deux acolytes Chang Hsiao-lin et Tu Yüch-sheng, ainsi que le lot usuel des petites personnalités. La question était claire : comment allaient-ils reprendre aux ouvriers le contrôle de Shanghai et établir leur propre gouvernement à Nankin ? L'argent ne manquait pas, mais en ces derniers jours de mars d'autres obstacles se présentaient. « Il était probable, écrivit un étranger bien informé, que l'on ne pourrait endiguer la vague communiste du jour au lendemain ⁶. » En effet, il était difficile pour ceux qui ne voyaient pas ou ne pouvaient pas voir le fossé qui séparait les ouvriers de la direction communiste, d'imaginer que la victoire pourrait échapper aux ouvriers.

Shanghai était entre leurs mains. Certes, quelque deux mille sept cents ouvriers, possédant mille sept cents fusils, quelques mitrailleuses et tout un stock de munitions prises aux troupes nordistes avaient formé des piquets, et patrouillaient en ville à la place de la police ⁷. Il n'y avait pas de raison pour que leur renforcement en nombre et en armes s'arrête. La population ouvrière tout entière, encouragée par la victoire qu'elle venait de remporter, était prête à suivre les ordres de l'Union générale du Travail, qui avait établi son quartier général dans les bâtiments des presses commerciales et dans les locaux de la Guilde de Huchow. Un gouvernement provisoire s'était constitué, contrôlé par les communistes ou du moins le semblait-il. Et ce gouvernement provisoire était tout à fait capable d'étendre son pouvoir à toute la ville. Enfin, il n'y avait pas de raison de supposer que les ouvriers de la ville ne feraient pas cause commune avec les soldats nationalistes qui l'occupaient.

Chiang Kai-shek disposait seulement de trois mille soldats et encore ses troupes n'étaient-elles pas toutes sûres. A cinq heures de là, à Hangchow, Ho Ying-ch'in avait bien dix mille hommes sous ses ordres, mais on ne pouvait être certain de leurs réactions ; en effet, Chiang ne savait pas s'il oserait ordonner à ses propres hommes de marcher

contre les ouvriers ⁸. A Chapei, la place forte de la classe ouvrière, la première division était tout à fait acquise aux syndicats, et le chef de cette division, Hsüeh Yüeh, avait pu s'en rendre compte : le 22 mars, il avait dû pénétrer dans Chapei allant ainsi à l'encontre des ordres de Pai Ch'ung-hsi.

De l'autre côté des barbelés et des chevaux de frise, les étrangers étaient convaincus qu'ils allaient se faire assassiner dans leur lit par leurs propres serviteurs. Les communautés britanniques et américaines étaient sûres que leur brave petit îlot de justice et de probité occidentales était à la veille de devenir la proie d'une populace en folie, assoiffée de sang blanc. Ils étaient atteints sérieusement par ce qu'un écrivain appelait pertinemment « une frousse carabinée ». Ils avaient tous entendu les récits hauts en couleur de la prise des concessions de Hankow et de Kiukiang en janvier, et des événements survenus plus récemment à Nankin. Les mésaventures des missionnaires, mésaventures qui devenaient de plus en plus lamentables avec chaque kilomètre qui rapprochait les ministres du culte de Shanghai, poussaient les grenouilles de bénitier à exiger hystériquement que de tels outrages se lavent dans le sang. « Plutôt mille fois qu'une, fixons-nous une ligne de conduite énergique, et réclamons qu'il soit mis un terme à ces outragantes exactions perpétrées au nom de la liberté, même si cela implique qu'un peu de sang soit répandu »... réclamait une personnalité de la communauté britannique ⁹. Frémissantes, les femmes des ressortissants étrangers organisaient des distractions pour les soldats débarqués pour la défense de la concession. Elles s'attendaient à voir une populace bavante et écumante se jeter sur elles d'un moment à l'autre. Le conseil municipal de Shanghai et le gouvernement de la concession internationale avaient décrété le 21 mars l'état d'urgence et la loi martiale. Le 24, un porte-parole déclarait que « le conseil, conscient de la gravité de la situation locale et de ses éventuelles répercussions à travers le monde civilisé, utilisera toutes les ressources dont il dispose pour garder le contrôle de la situation ¹⁰ ».

Ces ressources étaient déjà considérables. Sans tenir compte des Russes blancs, près de trente mille soldats étaient cantonnés dans les concessions, soit un par ressortissant étranger. Les Anglais à eux seuls disposaient de deux soldats pour chaque citoyen britannique habitant la ville. Une trentaine de navires de guerre étrangers, bri-

tanniques, japonais, américains, français, italiens et même portugais, étaient à l'ancre dans le Whangpoo, prêts à intervenir. Des escadrilles britanniques s'envolaient régulièrement pour inspecter la ville et le territoire environnant, sans que les autorités britanniques se soient beaucoup souciées de cette violation des traités. D'autres vaisseaux de guerre étaient attendus, portant à quarante-cinq le nombre des unités étrangères, qui allaient des canonnières aux croiseurs de dix mille tonnes. Pourtant on réclamait toujours des troupes et des navires. Les ressortissants étrangers voulaient que tout Shanghai soit investi, que Nankin soit occupé; ils demandaient qu'une force internationale réédite les massacres qui étaient venus à bout des Boxers en 1900. La presse étrangère, notamment le *North China Daily News*, entretenait le délire sur place; elle faisait pleuvoir les insultes sur les hommes politiques qui, de leurs chancelleries métropolitaines, avaient estimé plus sage de ne pas précipiter les choses en Chine¹¹.

Tout étranger qui s'avisait de manifester la moindre sympathie en paroles ou en actes pour le point le plus négligeable du programme nationaliste, voire même qui se permettait simplement une attitude critique à l'égard de l'hystérie passée dans les mœurs, était considéré comme un traître, ou pis encore, comme un rénégat à la cause de la race. J. B. Powell, l'éditeur à Shanghai de la *China Weekly Review* qui s'était aventuré jusqu'à douter que l'intervention armée puisse produire les résultats escomptés, et qui préconisait opportunément des concessions aux nationalistes, fut rayé de la chambre de commerce américaine. Un missionnaire étranger, qui, seul de son espèce, prônait avec une poignée de chrétiens chinois la rétrocession pacifique de la concession internationale fut dénoncé dans les colonnes du *North China Daily News* comme un traître à la foi et un agitateur révolutionnaire. L'article où un chrétien chinois essayait, sous le titre « Jésus et le triple démisme », de mettre en parallèle les enseignements de Sun Yat-sen et de Jésus-Christ, fut stigmatisé par le haut et le bas clergé comme « un volcan de blasphèmes ». L'Assemblée chrétienne nationale, organisme sino-étranger aux positions pronationalistes, fut baptisée « Société de secours bolchevique », et formellement répudiée par trente-deux missionnaires britanniques et américains, comme « dangereuse et subversive pour les meilleurs intérêts des Églises en Chine ». L'appel lancé par cette Assemblée chrétienne nationale, en vue d'exhorter les sentiments

chrétiens, fut dénoncé comme une « violation directe de l'interdiction par le conseil municipal de Shanghai à l'encontre des documents visant à fomenter des troubles, à exciter les animosités, à alarmer le public ou à inciter à une rupture de la paix ». Des diatribes remplissaient les colonnes des journaux, dans le style de cette journaliste américaine qui définissait un syndicat comme « une organisation de coolies immondes qui n'ont jamais travaillé et ne travailleront jamais ». Dans tous ces épanchements, non seulement les « immondes coolies », mais les banquiers comme Yü Ya-ch'ing et les politiciens comme C. T. Wang, étaient généralement décrits comme des « xénophobes enragés », alors même qu'ils s'agitaient fiévreusement pour parvenir à un pacte avec les étrangers contre les « immondes coolies ». On peut retrouver l'état d'esprit de cette époque par ces quelques coupures de presse choisies au hasard :

Enragé : « Le grand port de Shanghai est l'œuvre exclusive de l'étranger... Maintenant, les Chinois voudraient qu'on le leur rende et il se trouve des gens assez compréhensifs pour en venir à discuter des conditions auxquelles le fruit d'un effort étranger de plusieurs générations pourrait être abandonné à une valetaille anarchiste, à un pouvoir des portefaix. Cela me frappe comme l'exaltation de la bêtise, l'apothéose de l'imbécillité¹² ».

Irrité : « Le premier sentiment qui vous étreint, c'est l'irritation. Il est extrêmement pénible de voir sa maison mise sens dessus dessous, de devoir se contenter de quelques effets jetés dans une ou deux malles et une valise, et de laisser le reste derrière soi, abandonné au pillage¹³. »

Onclueux : « Des étrangers fuient l'intérieur du pays, dont le seul crime est de vouloir servir la Chine. Je dis cela en pensant non seulement aux missionnaires, mais à ces magnifiques hommes d'affaires qui veulent à la Chine plus de bien que son attitude actuelle n'en mérite. Nous devons, quoi qu'il en soit, être miséricordieux. La Chine souffre de quelques injustices réelles, dont beaucoup, certes, lui sont imputables, mais l'innocent en souffre et bien souvent, induit en erreur, il pense que l'étranger seul est responsable¹⁴. »

Désintéressé : « Des ressortissants étrangers pacifiques ont été chassés de leur foyer et leurs biens endommagés... bien des entreprises étrangères... affrontent la ruine. Mais tout cela est en vérité trivial... ce qui compte, c'est la lutte contre une idée politique dont le but avoué est de

détruire la civilisation mondiale... et cela sans le moindre scrupule ¹⁵. »

Spirituel: « En ma qualité de missionnaire, je pense tout d'abord aux conséquences de tout cela pour l'Église du Christ à travers le monde, et je n'hésite pas à déclarer selon ma conviction, qu'une Chine bolchevisée mettrait le monde dans le plus grand péril si, faute de mettre le chien enragé du bolchevisme hors d'état de nuire en Chine, on lui permet de franchir les mers jusqu'à notre Amérique bien-aimée ¹⁶. »

Chaste (citant un compte rendu largement diffusé mais tout à fait faux, qui prétendait que l'Union des femmes de Hankow avait organisé « un défilé de femmes nues, à la peau blanche comme la neige, et à la poitrine parfaite ») : « Ceux à qui la modestie des femmes chinoises durant ces derniers siècles est bien connue, ne demanderont pas d'autres preuves de la pernicieuse influence du communisme russe ¹⁷. »

Chevaleresque: « L'Américain moyen n'accorde qu'une pensée distraite aux intérêts qui sont investis à l'étranger, mais il est capable de l'émotion la plus noble lorsque le danger s'approche des femmes et des enfants américains innocents qui sont en butte à la populace et à la soldatesque ¹⁸. »

Naïf: « En Chine, le communisme fait appel aux haines de classes, aux antipathies sociales, à la rapacité et à l'envie ¹⁹. »

Ironique: « Si l'hystérie des « barbelés » devait se prolonger un peu plus, il ne serait pas étonnant qu'un de ces prochains matins nous constatons à notre réveil que notre gouvernement municipal, énergique et diligent, a dressé un dais de barbelés sur nos têtes, afin de nous préserver des rayons du soleil, accusé de diffuser de la propagande rouge ²⁰. »

Direct: « Aux époques comme celles-ci, les subtiles distinctions et les argotages juridiques ne sont pas de mise. Le parti communiste n'a rien à voir à Shanghai et il convient de le combattre comme le conseil combattait la peste bubonique... les partis communistes chinois et russe devraient être traités avec une semblable sévérité. Ils sont tous deux ennemis de la civilisation ²¹. »

Perspicace: « L'occasion à saisir pour les nationalistes, toutes les sympathies pour le Kuomintang mais opposition aux communistes ²². »

Net: « Chiang Kai-shek... se tient à la croisée des che-

mins... On peut dire, sans exagération, qu'il reste avec les généraux Ho Ying-ch'in et Pai Ch'ung-hsi la seule protection de la Chine au sud du Yangze contre un raz de marée communiste... mais si le général Chiang est disposé à sauver ses compatriotes des rouges, il doit agir rapidement et sans se laisser fléchir. Prouvera-t-il qu'il est un homme d'action et de décision, le champion des véritables principes du Dr Sun Yat-sen, le défenseur de son pays? Ou bien se jettera-t-il lui aussi dans le flot rouge, entraînant avec lui la Chine ¹²? »

Au sud de la ville, à Lunghwa, Chiang se posait également cette question. Dans une série d'interviews accordées aux journalistes étrangers, il fit de son mieux pour apaiser et rassurer la communauté étrangère. Il déplora les incidents de Nankin, promit une enquête sans faiblesse à ce sujet et le châtement des responsables. « Les dirigeants nationalistes ont toujours souhaité maintenir des relations amicales avec les puissances étrangères, déclara-t-il le 31 mars. Le gouvernement nationaliste poursuit, sans fléchir, la ferme politique de ne pas recourir à la force ou à la violence populaire, sous quelque forme que ce soit, pour modifier le statut des établissements et des concessions étrangers. » Il concluait par une autre promesse, qu'il souhaitait voir comprise par les étrangers : « En dépit de tout ce qui fait actuellement obstacle à une meilleure compréhension mutuelle, et que nous espérons éliminer, nous ferons tout afin d'établir entre la Chine et les puissances étrangères des rapports plus clairs, meilleurs, fondés sur une amitié et une compréhension mutuelles ²⁴. »

Un petit nombre d'étrangers étaient capables d'apprécier à sa juste valeur cette offre de collaboration après élimination des « obstacles ». Mais la plupart d'entre eux étaient davantage irrités des protestations que le « nationaliste » Chiang se devait de faire qu'apaisés par ses promesses de défendre les intérêts étrangers. Le directeur du *North China Daily News* était partagé entre ces deux sentiments. Il jugeait que cette interview était « un extraordinaire fatras d'affirmations... et d'impudentes prétentions que contredisent toutes les expériences passées », mais il ajoutait : « Apparemment, le général Chiang parle sincèrement, et il faut lui rendre cette justice que... dans les districts où s'étend son autorité, il semble avoir essayé de maintenir l'ordre. » Quelques jours plus tard, le général Duncan, commandant en chef des troupes britanniques, se sentait assez rassuré pour dire à un journaliste chinois que Chiang

avait conquis son respect « parce que non content de parler ainsi il fait réellement passer ses paroles dans les faits ²⁵ ».

Les banquiers et les industriels chinois étaient encore plus disponibles. Leur accord avec Chiang était scellé de longue date, et le 29 mars plus de cinquante entreprises, banques et associations commerciales se fédéraient sous la direction de Yü Ya-ch'ing et de Wang I-t'ing, comprador de l'une des plus grosses compagnies maritimes japonaises et l'un des plus vieux complices de Chiang à Shanghai. Cette fédération regroupait les différentes chambres de commerce, l'association des banquiers, la guilde des banques indigènes, l'association boursière, l'association des propriétaires de filatures, la guilde des minotiers, celle des marchands de thé, et celle des négociants en soie; en fait, tous les intérêts privés organisés de Shanghai. Une délégation de ce nouvel organisme se présenta le jour même chez le général Chiang, « qui la reçut très cordialement ». Leur porte-parole « présenta les souhaits de bienvenue des négociants chinois de Shanghai, et insista sur l'importance d'un retour immédiat à l'ordre dans la ville. Ils assurèrent le général Chiang du soutien sans réserve de tous les marchands. Le général Chiang répondit par quelques remarques appropriées et prit sur lui l'entière responsabilité de la protection des vies et des biens, tant chinois qu'étrangers, à Shanghai. Il confirma également à la délégation que les relations entre le capital et le travail seraient bientôt régularisées... A la fin de l'entrevue, la délégation se retira, ayant repris confiance et très satisfaite d'avoir trouvé en Chiang un homme aux principes sains et un chef remarquable ²⁶. »

Quelques jours plus tard, toutes les guildes de négociants publiaient des déclarations séparées, et formèrent des délégations pour affirmer leur soutien empressé à une rapide amélioration de la situation. Le 9 avril, les représentants d'une vingtaine d'organisations commerciales se réunissaient et décidaient d'adopter les mots d'ordres : « Vive le triple démisme du Kuomintang et vive le Généralissime Chiang! A bas tous les éléments contre-révolutionnaires! »

Mais la situation exigeait plus que de la foi et qu'un soutien moral. Ceux qui avaient de l'argent devaient se montrer généreux. Le premier acompte fut versé à Chiang le 4 avril sous la forme d'un « prêt » de trois millions de dollars (en monnaie de Shanghai); il fut dit-on suivi quelques jours plus tard d'un autre d'un montant de

sept millions de dollars. « Les banquiers et les négociants chinois, rapporte un correspondant de presse étranger... envoyèrent à Chiang Kai-shek une délégation... qui lui proposa une somme de quinze millions de dollars de Shanghai, s'il étouffait les activités communistes et ouvrières ²⁷. » Ces propositions étaient tout à fait distinctes du « prêt » de trente millions de dollars qui allaient servir deux semaines plus tard à lancer le nouveau gouvernement de Nankin.

Pas à pas, Chiang commença à s'assurer le contrôle de la ville. L'un de ses aides de camp fut nommé commissaire de police; l'un des politiciens à sa solde devint le juge du district de Shanghai. Il mit sur pied un comité spécial des finances, chargé de lui procurer les fonds dont il avait besoin en désignant quelques banquiers de premier plan. L'un de ses hommes prit la direction des lignes de chemin de fer Shanghai-Nankin et Shanghai-Hangchow. Il prit officiellement contact avec les autorités étrangères en nommant Quo T'ai-ch'i commissaire aux Affaires étrangères. La loi martiale fut proclamée le 28 mars, plaçant toute l'administration civile de la cité sous le contrôle du quartier général de Lunghwa. Il était interdit, sauf « autorisation spéciale », de posséder ou de porter des armes. Parallèlement se constituait l'« alliance ouvrière », patronnée par Huang Ma-p'i, Tu Yüeh-sheng et Chang Hsiao-lin, qui se présentait comme un syndicat « modéré ». On reprenait à Shanghai le processus déjà appliqué à Nanchang, Kiukiang, Anking et Wuhu. Hangchow connut le même sort les 30 et 31 mars, et ces événements peuvent être considérés comme la répétition générale d'une pièce dont la première allait avoir lieu à Shanghai.

A Hangkow également, Chiang avait l'intention d'organiser une « alliance ouvrière » pour concurrencer l'Union générale du Travail dirigée par les communistes. Pendant la nuit du 30 mars, des gangsters armés s'emparèrent du bâtiment de la Centrale syndicale. Plusieurs syndicalistes furent tués et beaucoup furent blessés au cours de cette attaque. Le lendemain, un appel à la grève générale fut lancé, si l'on en croit un câble de l'Union générale du Travail publié dans le *Sin Wen Pao* du 5 avril. Seuls les ouvriers des postes et du téléphone répondirent à l'appel. Un meeting de protestation eut lieu et un défilé fut organisé Route Chin Chiao. Les soldats, auxquels on avait dit que les syndicats essayaient de saboter l'avance nationaliste, se tenaient à l'un des principaux carrefours. Lorsque les ouvriers

furent en vue, la troupe commença à tirer. Une demi-douzaine de manifestants furent tués et plus d'une centaine arrêtés. Les piquets qui, à Hangchow, regroupaient un millier d'ouvriers armés de bâtons et de piques, furent désarmés et dispersés. Les locaux de l'Union générale du Travail furent saccagés, les responsables syndicaux arrêtés ; le nombre exact des ouvriers tués n'a jamais pu être connu. Les permanences de l'Union générale du Travail furent fermées en attendant la désormais classique « réorganisation sur une base plus modérée ». Les événements de Hangchow laissaient prévoir assez clairement ce qui allait se passer sur une échelle plus vaste à Shanghai, non seulement quant à l'attitude de Chiang, mais également quant à celle des communistes.

Lorsque Chiang installa ses hommes aux commandes de l'administration civile de Hangchow et que la répression antiouvrière commença, un télégramme respectueux de l'Union générale du Travail demanda à Chiang la mutation des fonctionnaires coupables. « Au stade militaire de la révolution, j'ai tout pouvoir pour nommer les chefs des bureaux de la Sécurité publique », répondit-il sèchement, et les autres acquiescèrent en silence. Après les arrestations et les fusillades des 30 et 31 mars, le syndicat télégraphia une circulaire qui demandait dans sa conclusion au général Chiang Kai-shek de « venir à Hangchow punir les coupables et combattre la réaction ²⁸ ». Malheureusement, Chiang était bien trop occupé à organiser la réaction à Shanghai pour pouvoir faire le voyage de Hangchow afin de la supprimer. L'Union générale du Travail de Shanghai, pour sa part, était trop occupée à essayer d'apaiser Chiang pour se préoccuper vraiment du sort des camarades de Hangchow.

Néanmoins, quand Chiang Kai-shek envisageait de briser les organisations ouvrières de Shanghai, il était fort conscient de l'ampleur de sa tâche. Le mouvement de masse avait pris de telles proportions que Chiang devait commencer par améliorer encore sa position. Pour pouvoir s'y attaquer réellement, il lui fallait pour chaque pas qui le rapprochait de son but, pour chaque manœuvre l'amenant dans une position plus favorable, faire un geste dans la direction opposée. Il fit montre d'un grand talent pour dérouter ses ennemis et paralyser toute opposition potentielle au coup qu'il préparait. Il fit si bien que même quelques-uns de ses partisans furent déroutés. Comme à Canton, où à la veille du coup du 20 mars, une année plus tôt, quelques-uns de ses alliés « s'opposaient à lui, n'arrivant

pas à sonder le but de son action²⁹ », de la même manière, à Shanghai, beaucoup de gens, en particulier chez les étrangers, s'inquiétaient des contradictions apparentes de son comportement. « Si le général Chiang, suggère-t-on dans les cercles politiques chinois, entamait une franche campagne anti-communiste, il serait solidement soutenu, déploierait le *North China Daily News* du 8 avril ; mais ces attaques menées à regret contre les communistes, laissent planer un doute sur le caractère irréversible de cette entreprise. »

Mais Chiang ne cherchait pas à gagner du temps ou à reculer. Il se préparait à agir, mais il avait besoin de quelques jours de plus pour mettre au point ses dernières dispositions. Les soldats acquis aux ouvriers devaient être déplacés de Chapei et remplacés par des unités non touchées par les idées politiques. La mobilisation des gangsters était presque terminée, et pendant tout ce temps, Chiang continuait à faire tout son possible pour faire croire qu'il n'y avait pas de problème. C'est pourquoi il publia, dès le premier jour de son arrivée, une série de démentis pour combattre les rumeurs faisant état d'une rupture prévue avec le gouvernement de Wuhan.

Le 27 mars, il déclarait aux journalistes qui l'interrogeaient « qu'il n'y avait aucune faille, que les membres du Kuomintang étaient tous unis ... et qu'il n'y avait pas de signes ou de perspectives sérieuses de dissension³⁰ ». A un représentant de l'agence de presse japonaise Toho, deux jours plus tard, il confirma qu'il reconnaissait sans réserve l'autorité du Comité exécutif de Wuhan. Il s'assura que Moscou n'avait plus d'inquiétude à ce sujet. « Nous savons que les impérialistes souhaitent une rupture entre l'armée nationaliste et les masses populaires, déclara Pai Ch'ung-hsi au correspondant à Shanghai de la *Pravda*, mais cela est impossible. Notre principe de base, c'est précisément l'union de l'armée et des masses populaires... La révolution chinoise est une partie du front de la révolution mondiale. Les impérialistes voudraient briser ce front par la calomnie et le mensonge, mais Sun Yat-sen nous a appris à coopérer avec les communistes qui sont une partie intégrante du Kuomintang et nous ne briserons pas notre alliance avec eux. La presse anglaise en Chine imprime toutes sortes de mensonges à ce sujet : on devrait la supprimer³¹. »

Le retour d'Europe de Wang Ching-wei le 1^{er} avril, donna à Chiang une occasion de concrétiser ces paroles et de les rendre plus convaincantes. Wang, qui n'avait guère

puisé en lui-même une énergie nouvelle durant son exil, redevint le jouet de celui qui, un an plus tôt, l'avait obligé à s'enfuir de Canton d'une façon si honteuse pour lui. Après deux jours d'entretien, Chiang, le 3 avril, télégraphia une circulaire où il proclamait sa « soumission inconditionnelle » au Comité central exécutif du Kuomintang siégeant à Wuhan. « Je crois fermement que le retour de Wang Ching-wei produira une centralisation effective du parti qui nous fera parvenir sans faille au succès final du mouvement nationaliste ... Dorénavant, tout ce qui concerne le bien-être du pays et du Kuomintang relèvera du président Wang ou sera mené à bien sous sa direction... Nous serons dirigés par le Comité exécutif central, et nous n'aurons à manifester rien d'autre qu'une obéissance sans arrière-pensées ³². »

Wang, selon son propre biographe, fut très « gêné » par le télégramme de Chiang. Il n'approuvait pas les méthodes que se proposait d'employer Chiang Kai-shek pour soustraire le Kuomintang à l'influence communiste. Lui aussi « évoquait la nécessité d'une séparation avec le parti communiste ». Mais il était « contre toute rupture hâtive et désirait régler les questions pendantes d'une façon régulière et pacifique ». Wang essaya de persuader Chiang qu'il pouvait y parvenir sans recourir à la violence ou aux « illégalités ». Une source fait état de la promesse de Wang de renvoyer Borodine, de faire reviser les décisions de la troisième assemblée plénière du Comité exécutif du Kuomintang de mars retirant à Chiang la présidence du parti et le commandement suprême des troupes. Les piquets seraient désarmés, les nominations civiles auxquelles Chiang avait procédé dans le district de Shanghai seraient entérinées. Wang essaya plus tard de nier ce pacte avec Chiang. Mais son propre biographe note qu'il quitta Shanghai pour Wuhan afin de persuader ses collègues « de se rendre à Nankin pour y tenir la session plénière avec Chiang ainsi que pour préserver l'unité du parti », ajoutant que Wang « croyait vraiment qu'il pourrait amener la grande majorité des vétérans du Comité exécutif qui faisaient partie du Kuomintang proprement dit à revenir sur les décisions de la troisième session plénière ³³ ».

Mais Chiang Kai-shek et ses amis n'envisageaient pas tant des compromis sur le parti que le passage à l'action directe. L'accord apparent avec Wang Ching-wei contribua à aggraver rapidement le cafouillage dans le camp opposé, alors que le moment décisif approchait. Ils le portaient à

son comble en exécutant leur tentative d'atteindre les communistes à travers Wang avec un succès qui dépassait de loin leurs prévisions les plus optimistes. Chiang Kai-shek, le fils prodigue, de retour, allait à grands pas vers le pouvoir, projetant un grand coup contre un adversaire qui, en fait, était déjà à sa merci.

Chapitre 10

LA CONSPIRATION DU SILENCE

Les dirigeants communistes avaient dit aux ouvriers de Shanghai que l'arrivée des troupes nationalistes sonnerait l'heure de la libération de tous les opprimés. Le slogan central de l'insurrection victorieuse du 21 mars avait été : « Vive l'armée révolutionnaire nationale : Bienvenue à Chiang Kai-shek ! » Ignorant tout à fait que les troupes sudistes avaient été cantonnées à Lunghwa, dans l'espoir que les soldats du Shantung écraseraient les ouvriers, ceux-ci firent fête aux premiers détachements nationalistes qui apparurent au soir du 22 mars. Deux jours plus tard, lorsque les journalistes étrangers arrivèrent à Lunghwa pour y interviewer le général Pai Ch'ung-hsi, ils furent témoins d'un spectacle inhabituel : « L'arrivée des troupes cantonaises a fait une profonde impression sur les esprits des classes laborieuses de Shanghai : un exemple frappant nous en a été donné pendant la conférence de presse... mille huit cents ouvriers d'usine, dont trois cents femmes, défilèrent dans le Yamen, y déposant une multitude de cadeaux pour manifester leur joie : des pots à thé, des bouilloires, des boîtes, des paniers, des vêtements... » Le lendemain de l'arrivée de Chiang, une manifestation de bienvenue fut organisée à la Porte de l'Ouest, où une foule de cinquante mille ouvriers se rassembla pour écouter des orateurs communistes « chanter les louanges de Chiang Kai-shek »¹.

Les ouvriers de Shanghai et les communistes chinois n'étaient pas les seuls à saluer en Chiang et son armée les sauveurs du peuple. Tous les partis de l'Internationale communiste réagirent de la même manière, car partout on avait compris que Chiang apportait avec lui aux portes

de Shanghai rien moins que l'étendard de la révolution mondiale. Personne d'ailleurs n'avait reçu d'informations contraires. Deux jours après l'insurrection de Shanghai, *Die Rote Fahne*, l'organe central du parti communiste allemand, publiait une photo de Chiang Kai-shek et le décrivait comme le chef héroïque du « conseil de guerre révolutionnaire du Kuomintang ». Une photo identique passa dans *L'Humanité*, le même jour, avec un compte rendu du meeting qui, à Paris, avait célébré dans l'entrée de Chiang à Shanghai la proclamation de la « Commune chinoise », le début d'une « nouvelle ère de la révolution mondiale ». Un éditorial parlait de la victoire cantonaise comme de la « libération de Shanghai », et disait que c'était « le début de la libération pour tous les travailleurs du monde ² ».

Le 10 avril encore, la *Pravda*, l'organe pilote de la presse du Comintern, proclamait la nécessité primordiale de maintenir en Chine le « bloc des quatre classes », et insistait sur l'unité inébranlable de toutes les classes sous la direction du Kuomintang. A la même époque, de la fin de 1926 aux premiers mois de 1927, la presse du Comintern lança également, en conformité avec la « ligne politique » du septième plénum, des mises en garde généralisées à propos de la défection attendue de la bourgeoisie nationale. Ces articles ³ diminuaient allégrement la force de l'aile droite, et exagéraient invariablement la puissance de l'aile « gauche », mais au grand jamais ne mentionnaient Chiang Kai-shek comme le véritable fer de lance d'une réaction en train de se regrouper. Chaque fois qu'apparaissait le nom de Chiang, c'était une occasion supplémentaire pour renouveler l'assurance qu'il conduirait les forces révolutionnaires jusqu'à la victoire et que tout irait bien. Pour étayer cette assurance, la presse du Comintern devait démentir toutes les rumeurs, toutes les allusions, de plus en plus nombreuses et plausibles, qui annonçaient que Chiang préparait une scission. Il en résulta une véritable conspiration du silence autour de la catastrophe imminente.

Il semble impossible que les dirigeants du Comintern aient été pour le moins mal informés de ce qui se passait en Chine. Quelques semaines plus tard, leur presse, pour dénoncer Chiang Kai-shek, allait regurgiter toutes les informations dissimulées pendant un an. La lettre de Shanghai des trois délégués du Comintern, que nous avons si largement citée, montrait que les projets de Chiang n'avaient rien de secret pour ceux qui étaient sur le terrain.

Mais il existe une preuve encore plus frappante d'un camouflage délibéré : une délégation du Comintern, composée d'Earl Browder des Etats-Unis, de Jacques Doriot qui n'allait pas tarder à passer de l'état-major communiste à celui du fascisme français, de l'anglais Tom Mann, et d'un Russe, Syder Stoler, arriva à Canton en février 1927. La délégation traversa tout le Kiangsi sur les talons de Chiang Kai-shek pendant le mois de mars, et put ainsi toucher du doigt la terreur qui s'était abattue sur la province. La délégation, pour sa part, était traitée fort courtoisement, Chiang ayant donné des instructions pour qu'elle fasse bonne chère et qu'elle soit agréablement véhiculée. Par conséquent, partout où ils allaient, comme Browder le reconnut plus tard naïvement, ils eurent « l'expérience d'un véritable combat de rue, suspendu le temps de notre visite pour que les dirigeants des deux côtés puissent s'entretenir avec nous ». Comme en témoigne leur compte rendu différé, les délégués firent une ample moisson de noms, de dates, de lieux et d'incidents. Ils traversèrent, les uns après les autres, les villes où les syndicats avaient dû se réfugier dans la clandestinité, et à Kanchow, ils recueillirent des informations détaillées sur l'assassinat de Chen Tsan-hsien, un responsable syndical de l'endroit qui avait été abattu quelques semaines plus tôt, sur l'ordre de Chiang.

Ils ne se trompèrent pas sur le sens du spectacle qu'ils avaient sous les yeux. Doriot écrivit plus tard : « Les incidents de Kanchow nous ont donné une précieuse leçon. A partir de ce moment, nous savions que bien avant la rupture, l'antagonisme entre la bourgeoisie et la classe ouvrière chinoise revêtirait les formes sanglantes qu'il a revêtues depuis. » Browder écrivit, également plus tard, qu'il avait vu dans l'affaire de Kanchow « une étape complète sur le chemin du déchirement de plus en plus profond du Kuomintang en deux éléments rivaux s'affrontant à travers toute la Chine ». Finalement, lorsque le 26 mars, à Nanchang, ils rencontrèrent le général Chang Chün, l'un des collaborateurs les plus proches de Chiang, celui-ci rendit les choses extrêmement claires. Doriot le cite ainsi : « Le maréchal (Chiang) ne peut encore parler... il n'est pas assez libre, il n'a pas assez de territoires. Il a quitté Nanchang pour Nankin et Shanghai. Là-bas, il parlera. Là-bas, il aura son mot à dire⁴¹ »

La délégation du Comintern arriva à Kiukiang quelques jours après que Chiang soit parvenu à Shanghai. Ils furent

à Hankow le 31 mars : c'était le moment critique, celui où la force de Chiang à Shanghai était douteuse, et où celle des ouvriers était grande. On leur assura qu'il n'y avait pas de rupture, que l'éventualité d'un coup de force était exclue, que Chiang ne se retournerait pas contre eux, et que par-dessus tout, il fallait éviter de le provoquer. Si c'était une question d'information, Browder, Doriot et les autres avaient désormais suffisamment de renseignements à leur disposition. Ils avaient éprouvé le caneva mis en place par Chiang Kai-shek au Kiangsi, et ils savaient qu'il aurait son mot à dire à Shanghai. Ils étaient en mesure de prévenir les ouvriers de Shanghai que Chiang n'était pas leur sauveur, mais plutôt leur plus mortel ennemi, qu'ils devaient à tout prix conserver leurs armes, renforcer leurs positions, et se préparer à repousser une attaque que l'on voyait très bien venir. Il est bien sûr impossible de savoir ce qui serait arrivé si ces trois dirigeants du Comintern avaient pris position sur le moment. Le fait est qu'ils ne le firent pas.

La première déclaration de Browder en arrivant à Hankow fut rien moins qu'une dénonciation de Chiang Kai-shek. Voici ce qu'en rapportait le *People's Tribune* du 1^{er} avril : « Partout... la liaison entre l'armée, les syndicats et les associations paysannes a été l'un des aspects les plus plaisants de sa visite, déclara M. Browder... Partout où la délégation se rendit... ils trouvèrent que la population, dans sa totalité, soutenait fermement le parti (le Kuomintang)... les paysans coopéraient complètement avec les autres éléments de la révolution nationaliste. » Remarquable, avec précaution, qu'au Kiangsi « le mouvement avait connu certaines difficultés », il se hâta d'ajouter que « les ouvriers n'étaient pas du tout découragés ». Sauf dans une seule et unique déclaration qu'il prétendit plus tard⁵ avoir donnée à un journal chinois, Browder ne mentionna pas Chiang Kai-shek comme l'auteur des « difficultés » au Kiangsi. Dans un compte rendu officiel de leur voyage, publié huit jours après, Browder-Doriot-Mann reparlèrent de la sympathique coopération qui liait « l'armée révolutionnaire » aux organisations de masse du Kiangsi. Ils se hasardèrent jusqu'à dire qu'ils voyaient une « certaine différenciation faire son chemin », et mentionnèrent qu'à Kanchow, ils avaient trouvé des ouvriers pleurant la mort d'un de leurs délégués assassiné par « des agents de la réaction ». On ne révélait pas l'identité de ces agents⁶.

Moins de deux semaines plus tard, Chiang Kai-shek

releva la délégation du Comintern de sa discrétion. Après le coup de Shanghai, celle-ci trouva qu'il était encore temps de révéler dans les colonnes du *People's Tribune* du 22 avril que « les agents de la réaction » étaient des soldats « agissant au nom du maréchal Chiang Kai-shek » et qu'au Kiangsi « les syndicats tenaient leurs réunions clandestinement, leurs locaux étant occupés par la troupe »; il s'agissait là à n'en pas douter de la liaison entre l'armée et les syndicats, que Browder considérait dans sa première version comme un « aspect des plus plaisants ». Maintenant, il semblait qu'au Kiangsi « le Kuomintang représentait seulement les mandarins et les capitalistes, et qu'ouvriers et paysans n'aient pas voix au chapitre ».

Le même genre de camouflage, doublé de l'appréciation la plus aberrante des réalités politiques en Chine, remplissait les colonnes de la presse de l'Internationale communiste, jusqu'à la veille même du coup d'État de Chiang. Quelques exemples suffiront à le montrer. *La Correspondance Internationale* du 23 mars :

Maintenant que nous sommes à la veille de prendre Nankin et Shanghai, les impérialistes ne pensent qu'à parler de soi-disant tendances à la scission au sein du Kuomintang. Les résultats de la session exécutive du Kuomintang... ont montré exactement le contraire. Le front uni à l'intérieur du parti est aujourd'hui aussi solide qu'avant... loin de se diviser, comme les impérialistes le disent, le Kuomintang n'a fait que resserrer ses rangs.

A nouveau, une semaine plus tard, sous le titre « La victoire des ouvriers de Shanghai » :

Une scission dans le Kuomintang et un conflit entre le prolétariat de Shanghai et les soldats révolutionnaires sont des éventualités absolument impossibles... Chiang Kai-shek a lui-même déclaré qu'il se soumettait aux décisions du parti. Un révolutionnaire comme Chiang Kai-shek ne s'alliera jamais, comme voudraient le faire croire les impérialistes, avec le contre-révolutionnaire Chang Tso-lin contre le mouvement d'émancipation. Certes il y a eu des négociations en novembre dernier entre Chiang Tso-lin et les armées cantonaises, mais seulement pour des raisons tactiques... le Kuomintang a promis aux ouvriers de satisfaire toutes leurs demandes. Le seul danger pour le prolétariat de Shanghai est celui d'une provocation impérialiste ».

La même semaine, *L'Humanité* rendait compte d'un meeting à Paris où les ouvriers avaient applaudi chaleureusement, lorsqu'on les avait assurés de « l'indéfectible unité du Kuomintang ».

A Moscou, les mêmes assurances étaient données pour répondre à Trotsky et à l'opposition, qui mettaient en garde contre un coup de force et demandaient l'indépendance inconditionnelle des communistes chinois. Les menées de Staline contre l'opposition avaient déjà pris des allures de pogrom. Les opposants étaient abattus pendant les réunions du parti, et on ne leur donnait guère de place dans les colonnes des journaux pour développer leur point de vue. La lutte à l'intérieur du parti concernait déjà l'orientation extérieure de l'État soviétique. Les événements de Chine, qui tournaient à la crise, devinrent l'un des points principaux de ce combat. Staline jouait la position internationale de la Russie sur l'apparition victorieuse en Chine d'un solide allié nationaliste contre l'Angleterre. Trotsky, d'une façon remarquablement clairvoyante, si l'on tient compte de la pauvreté des informations dont il disposait, s'aperçut que Staline conduisait la révolution chinoise tout entière à sa perte. A cette époque, tous les porte-parole staliniens n'oubliaient pas de s'en prendre à Trotsky, qui avait demandé que les communistes chinois puissent se débarrasser de leur camisole de force nationaliste; mais Trotsky ne fut jamais autorisé à exprimer ses vucs publiquement. Le 3 avril 1927, il voulut faire publier un article intitulé « Les relations de classe dans la révolution chinoise ». Cette mise en garde contre un « Pilsudski chinois * » ne fut pas imprimée. Trotsky écrivait :

S'il a fallu trois décennies au Pilsudski polonais pour parvenir au terme de son évolution, il faudra beaucoup moins de temps au Pilsudski chinois pour passer de la révolution nationale au fascisme national... Un parti communiste entravé, servant de sergent recruteur au Kuomintang, ouvre la voie à une dictature fasciste en Chine, pour le moment pas très éloigné où le prolétariat, en dépit de tout, sera obligé de se retirer du Kuomintang... Mener les ouvriers et les paysans dans le camp de la bourgeoisie et donner le parti communiste en otage au Kuomintang, c'est une politique qui équivaut objectivement à une trahison... Le Kuomintang sous sa forme actuelle est la concrétisation d'un « traité inégal » passé entre la bourgeoisie et le prolétariat. Si la révolution chinoise en tant que telle demande l'abolition des traités inégaux avec les puissances impérialistes, alors le prolétariat chinois doit liquider le traité inégal qui le lie à sa propre bourgeoisie ¹⁰.

Malgré les efforts de Staline, les prises de positions de Trotsky commençaient à circuler et firent l'objet d'une

* Pilsudski : nom du dictateur militaire qui écrasa la révolution polonaise.

violente campagne dans la presse tout entière. Il fallait rassurer les Russes, leur dire que tout allait bien en Chine, que la révolution avançait à grands pas vers la victoire, et que loin de menacer de devenir un Pilsudski chinois, Chiang Kai-shek était soumis au mouvement de masse révolutionnaire et n'avait guère d'autre choix possible.

Le 16 mars la *Pravda* publiait un article intitulé « la Révolution chinoise et le Kuomintang », qui déclarait que « maintenant tout spécialement, la question militaire est la principale question politique de la révolution chinoise ». On y parlait d'éléments de l'aile droite qui « à des degrés divers d'hésitation » envisageaient de composer avec les impérialistes, mais ajoutait ces phrases rassurantes : « Nous avons une aile gauche solide dans le Kuomintang, qui reflète les intérêts des masses... Pour des raisons tout à fait compréhensibles, la presse impérialiste emploie tous les moyens pour exagérer la force du Kuomintang de droite qui, paraît-il, a déjà réussi à infléchir la révolution dans le sens de la modération et à concentrer le pouvoir entre ses mains. La presse impérialiste a prédit une dégénérescence complète du Kuomintang, une scission et la paralysie de la révolution chinoise... » L'article s'en prenait ensuite à l'opposition trotskyste qui demandait un retrait immédiat des communistes du Kuomintang : « Ils voient la fraction de droite du Kuomintang, mais ils n'en voient pas l'essentiel, ils ne voient pas les masses... Même les milieux de droite du Kuomintang, du gouvernement et de l'armée, sont obligés de plier sous la pression des masses révolutionnaires. À cet égard la déclaration de Chiang Kai-shek... est un document très important [allusion au serment d'allégeance de celui-ci]. Chiang Kai-shek est obligé... à ce serment d'obéissance... à cette soumission à la direction... Le plan de l'extrême droite du Kuomintang, en qui les impérialistes voyaient leur maître atout... a échoué. Maintenant, même la presse capitaliste américaine a dû reconnaître l'échec du complot de l'aile droite¹¹. »

La déclaration la plus suave de toutes fut faite par Staline en personne qui, le 5 avril, dans la salle des colonnes à Moscou, devant trois mille fonctionnaires, entreprit de répondre aux critiques de Trotsky :

Chiang Kai-shek s'est soumis à la discipline. Le Kuomintang est un bloc, une sorte de parlement révolutionnaire, avec sa droite, sa gauche et ses communistes. Pourquoi faire un coup d'État? Pourquoi rejeter la droite, lorsque

c'est nous qui avons la majorité et que la droite nous écoute? Le paysan a besoin de son haridelle tant qu'elle peut encore servir. Il ne s'en débarrasse pas. C'est la même chose pour nous. Lorsque la droite ne nous sera plus d'aucune utilité, nous nous en débarrasserons. Mais à présent, nous en avons besoin. Elle a des individus capables, qui dirigent encore l'armée et la conduisent contre les impérialistes. Chiang Kai-shek a peut-être peu de sympathie pour la révolution, mais il est à la tête de l'armée et ne peut rien faire d'autre que de la conduire contre les impérialistes. En outre, les gens de la droite ont des contacts avec les généraux de Chang Tsolin et savent très bien s'y prendre pour les démoraliser, et les persuader de passer avec armes et bagages du côté de la révolution. Ils ont également des relations avec les riches marchands, à qui ils peuvent soutirer de l'argent; aussi doit-on les utiliser jusqu'au bout, les presser comme un citron, puis les jeter à la poubelle¹².

Quelques jours plus tôt, Staline avait pris la parole au cours d'une réunion des jeunesses communistes :

Il faut bien dire que les impérialistes sont jusqu'ici parvenus à ce résultat : aggraver la haine des Chinois pour l'impérialisme, renforcer la cohésion du Kuomintang et donner un nouvel élan à la gauche du mouvement révolutionnaire en Chine. Personne ne peut plus douter que les impérialistes soient parvenus à un résultat exactement inverse de celui qu'ils attendaient... On dit, non sans raison, que les dieux rendent aveugles ceux qu'ils veulent détruire¹³.

Aveuglement et destruction étaient en effet à l'ordre du jour, mais pas comme Staline l'avait prévu. Le coup allait tomber sur les ouvriers de Shanghai, qui non seulement n'en savaient rien, mais auxquels on avait retiré les moyens de se défendre. Selon Mandalyan, l'un des délégués du Comintern à Shanghai, voici quelles étaient les instructions qui furent données aux communistes chinois lors de cette semaine fatale :

Le 31 mars, quand il devint évident que la bourgeoisie se préparait à un revirement, le Comité exécutif de l'Internationale communiste fit passer les consignes suivantes : soulever les masses contre le revirement qui se prépare et mener une campagne contre la droite. Il ne faut pas déclencher la lutte ouverte en ce moment (compte tenu de l'évolution défavorable du rapport de forces). Les armes ne doivent être rendues qu'à la toute dernière extrémité et doivent être dissimulées.

Ch'en Tu-hsiu rapporte : « L'Internationale nous télégraphie de cacher, d'enterrer toutes les armes en la possession des ouvriers, afin d'éviter un affrontement militaire entre Chiang Kai-shek et les ouvriers. »

La chose fut confirmée quelques semaines après les événements par le premier adjoint de l'autorité suprême, Boukharine, qui, pour justifier sa politique écrivait : « Ne valait-il pas mieux dissimuler les armes, refuser la bataille, et ainsi empêcher qu'on nous désarme ¹⁴? »

Ces directives revenaient à demander aux communistes de Shanghai de poser leur tête docilement sur le billot des exécuteurs. S'ils ne devaient pas se mobiliser pour une lutte « ouverte », c'est-à-dire armée contre Chiang Kai-shek, ils devaient donc faire tout ce qui était en leur pouvoir pour l'apaiser. La « campagne contre la droite » ne pouvait évidemment signifier une campagne contre la personne de Chiang, dont la fidélité était proclamée par les plus hautes autorités du Comintern. Elle ne devait donc pas aller au-delà des pleurnichages coléreux contre les politiciens, les généraux et les banquiers de l'entourage de Chiang. L'ordre de refuser la bataille, de cacher, de détruire toutes les armes, voulait dire que si Chiang ne choisissait pas de se laisser apaiser, il était libre d'agir, et qu'il avait les ouvriers de Shanghai complètement à sa merci. En mars, le périodique central du Comintern écrivait : « Le Kuomintang souffre d'un manque de sang ouvrier et paysan révolutionnaire. Le parti communiste doit apporter ce sang et par là modifier la situation d'une façon radicale ¹⁵. » C'était, pour reprendre la formule de Trotsky, « un jeu de mots de mauvais augure ». La transfusion s'opérait, mais pas comme les stratèges du Kremlin l'avaient prévu.

S'il était nécessaire de s'étendre à ce point sur l'appréciation par le Comintern de la situation à Shanghai en mars-avril 1927, c'est qu'après quelques tentatives peu convaincantes pour défendre la politique effectivement suivie, on se dépêcha de créer une légende et de la faire passer dans toute la littérature communiste internationale. La responsabilité de la débâcle de Shanghai fut mise sur le dos des communistes chinois, en particulier de Ch'en Tu-hsiu; ils furent accusés d'avoir rejété avec acharnement les directives de Moscou. Les documents montrent, quoi qu'il en soit, que ces directives rendaient la débâcle absolument inévitable, et que les communistes chinois, en les suivant à la lettre, avaient désarmé irrémédiablement les ouvriers de Shanghai.

Toutes les rumeurs concernant un coup de force suscitaient à Shanghai aussi bien qu'à l'étranger des démentis indignés. « Comment les ouvriers de Shanghai pourraient-ils se heurter à l'armée, cette même armée qu'ils doivent

accueillir à bras ouverts et respecter? » demandait l'Union générale du Travail dans une mise au point publique. « Il circule des rumeurs sur l'éventualité d'une rupture entre l'armée nationaliste et les classes laborieuses... est-il besoin de dire que ces rumeurs sont sans fondement, et que le public ne doit pas y prêter foi¹⁶. » Les pronostics de la presse quotidienne étaient dénoncés comme des « machinations de l'ennemi pour semer la discorde », et les organisations communistes demandèrent à Chiang Kai-shek d'interdire les journaux coupables d'avoir publié des nouvelles « préjudiciables au front uni ». Dans le cadre de la « campagne contre la droite » ordonnée de Moscou, des dénonciations enflammées de « réactionnaires » étaient publiées quotidiennement. Le 4 avril, l'Union générale du Travail menaça même publiquement de recourir à la grève générale si les « réactionnaires » entreprenaient quelque chose contre les piquets armés et les ouvriers. Mais le nom de Chiang ne fut jamais mentionné à propos de ces menaces, et il fut souvent spécifié que le terme « réactionnaire » ne s'appliquait qu'au groupe des Collines de l'Ouest et aux politiciens de l'aile droite du genre de Wu Chih-hui et Chang Ching-chiang. Le fait que Chiang Kai-shek s'était ouvertement associé avec de tels individus était ignoré, dissimulé, ou débattu seulement dans l'intimité des états-majors communistes.

Tout était fait pour apaiser Chiang. Après son arrivée, les communistes avaient même préparé une réception et un banquet en son honneur, mais ni Chiang ni ses adjoints ne s'étaient montrés. Les communistes avalèrent l'insulte avec résignation. Ils saluaient avec joie chaque geste qui pouvait sembler conciliant. Le télégramme de Chiang du 3 avril, appuyant la direction de Wang Ching-wei, suscita une avalanche de félicitations de la part des organisations communistes. La chose était mise en avant comme le règlement virtuel de tous les litiges, et chaque message exprimait le pieux espoir que désormais tout irait bien. Puisque Chiang avait accepté de se soumettre à la direction de Wang Ching-wei, les communistes s'empressèrent de faire la même chose. Les discussions s'engagèrent entre Wang et Ch'en Tu-hsiu, le secrétaire du parti communiste, et se terminèrent le 4 avril par une déclaration commune dont voici les passages les plus remarquables :

Le parti communiste chinois reconnaît résolument que le Kuomintang et ses principes sont nécessaires à la révolution chinoise. Seuls ceux qui ne veulent pas voir la révo-

lution chinoise progresser peuvent être partisans de la ruine du Kuomintang. Quand bien même il serait mal dirigé, le parti communiste chinois ne pourrait être partisan de la ruine de son allié, le Kuomintang, pour faire plaisir à nos ennemis, les impérialistes et les militaristes...

Maintenant, la révolution nationale a atteint la place forte de l'impérialisme, Shanghai. Tous les contre-révolutionnaires se sont donc dressés contre nous, ici ou à l'étranger, et ils font courir toutes sortes de rumeurs pour semer la discorde entre nos deux partis. Il y en a qui disent que les communistes ont organisé un gouvernement ouvrier, qu'ils vont se précipiter dans les concessions étrangères pour créer des difficultés à l'armée de l'expédition du Nord et qu'ils vont renverser le pouvoir Kuomintang. D'autres disent que les dirigeants du Kuomintang vont exclure le parti communiste, qu'ils vont supprimer les syndicats et les piquets. On ne sait trop d'où viennent ces rumeurs. Les résolutions de la récente session plénière du Comité exécutif central du Kuomintang ont démontré au monde entier que des choses telles que l'exclusion du parti communiste et la suppression des syndicats ne pourront jamais arriver. Les autorités militaires de Shanghai ont annoncé qu'elles obéiraient au gouvernement central. S'il y a des discussions et des malentendus, aucun d'eux n'est insoluble. Le parti communiste n'est pas le dernier à aimer la paix et l'ordre. Il approuve la politique du gouvernement nationaliste, qui ne veut pas reprendre les concessions de Shanghai par la force. L'Union générale du Travail de Shanghai a également publié un manifeste contre toute action pour investir les concessions. Le parti communiste approuve également la politique de coopération de toutes les classes au sein du gouvernement municipal. Voilà les faits tangibles qui ne laissent aucune place à des rumeurs... Nous devons continuer à nous en tenir à la base commune de la révolution, nous devons abandonner les soupçons réciproques, rejeter les médisances et les ragots et nous respecter mutuellement... Alors tout ira bien pour nos deux partis et pour la révolution chinoise ¹⁷.

Cette politique obséquieuse de la direction communiste garantissait la victoire de la contre-révolution. Mais la contradiction était telle entre cette obséquiosité et la puissance des organisations de masse que, jusqu'au dernier moment la victoire de la réaction fut incertaine. L'insurrection avait rehaussé l'autorité des communistes et les ouvriers adhéraient en masse aux syndicats. « A la cadence à laquelle les agitateurs enrôlent les ouvriers, il y aura bientôt un demi-million de syndiqués prêts à répondre aux ordres de grève de l'Union générale du Travail au cours des prochaines semaines », écrivait le *North China Herald* le 9 avril ¹⁸. Ce n'était pas par pure hystérie que les capitalistes chinois et étrangers de Shanghai prévoient leur expropriation de la main des ouvriers. Les navires de

guerre et les troupes, s'ils pouvaient protéger les concessions étrangères, ne pouvaient pas faire tourner les machines. Ils savaient également que les forces de Chiang Kai-shek étaient limitées, qu'il pouvait être coupé de sa propre armée et que la contre-révolution tout entière pouvait disparaître sous la prochaine poussée. Ils appréciaient la situation à sa juste valeur et cela justifiait leurs craintes et même leur hystérie. Ce qu'ils évaluaient mal, c'était le calibre de la direction communiste et ses véritables intentions. « Les clés de Shanghai étaient aux mains des ouvriers victorieux de l'armée cantonaise », ainsi exultait la *Pravda* du 22 mars. « Cela exprime l'acte héroïque et grandiose du prolétariat de Shanghai ¹⁹. » « L'acte héroïque » était en fait une reddition inconsciente.

Dans le gouvernement provisoire municipal inauguré par le parti communiste le 29 mars, les représentants de la bourgeoisie de Shanghai se virent attribuer la majorité. Cinq seulement des dix-neuf conseillers furent choisis par les syndicats. Chiang Kai-shek, qui installait ses propres hommes aux postes clés de l'administration et posait rapidement l'ossature de son propre pouvoir civil, refusa de reconnaître le gouvernement provisoire, déclarant par la bouche de son porte-parole Wu Chih-hui qu'un « tel gouvernement était contraire aux principes du parti en la matière ». Dès que la position de Chiang fut connue, les délégués de la bourgeoisie, les uns après les autres, déclinaient les fonctions qu'on leur proposait. Yü Ya-ch'ing, le fameux banquier et comprador, ignora l'offre. K. P. Ch'en le directeur de la *Shanghai Commercial and Savings Bank*, refusa explicitement. Wang Hsiao-lai, de la *Chambre générale de commerce*, qui s'était vu nommer président pour avoir publiquement offert ses services, déclara que c'était le printemps, la saison la plus chargée pour un négociant en soie comme lui, et qu'il préférerait céder la place à quelqu'un de plus sage. Wang Han-liang, un autre marchand bien en vue, annonça que l'occupation de Shanghai récompensait suffisamment ses efforts passés et qu'il ne sollicitait pas d'autre distinction. Soumei Chang, une juriste célèbre, intimement liée au beau monde, mais aussi aux bas-fonds de Shanghai, dit qu'elle était « trop activement engagée dans des tâches officielles ». Francis Zia, le directeur du *China Courier*, invoqua des raisons de santé, et tous les autres présentèrent de semblables excuses.

Ainsi boycottés, les délégués des syndicats firent état de leur impuissance. Le *Sin Wen Pao* du 4 avril écrivait :

A la cinquième conférence des délégués, le 3 avril, le secrétaire général du gouvernement municipal [Lin Chün, un communiste] a déclaré que... les réclamations des masses qui leur demandaient de s'emparer des institutions locales, les pressant de prendre des mesures contre les notables et les hobereaux, de régler les querelles de clocher, s'étaient déversées dans les services du gouvernement municipal. Mais les membres du gouvernement à la suite d'une lettre du commandant en chef Chiang leur demandant de tout différer, ont négligé leur travail.

Il ne vint pas à l'esprit des membres effectifs du gouvernement qu'ils pouvaient aller de l'avant de leur propre chef pour répondre aux demandes populaires. Au lieu de cela ils envoyèrent à Chiang Kai-shek une lettre dans le style des *ch'eng wen*, la forme rituelle employée pour un fonctionnaire adressant une supplique à un mandarin d'un rang supérieur, pour lui demander de redonner aux institutions municipales où il avait déjà installé son propre personnel, leur indépendance, et de soutenir une administration municipale élue par les organisations de masse. En attendant la réponse, le gouvernement n'essaya pas de promulguer des mesures en faveur du peuple. Il publia bien un manifeste avec un programme qu'il s'engageait à appliquer, mais il n'y eut jamais un commencement d'application. La seule autre activité du gouvernement provisoire durant sa brève existence fut de voter des résolutions souhaitant la bienvenue à Chiang Kai-shek et à l'armée nationaliste, souhaitant la bienvenue à Wang Ching-wei lorsqu'il revint d'exil, félicitant Chiang d'avoir promis de suivre la discipline du parti, et saluant avec une joie particulière le communiqué conjoint Ch'en-Wang. Soutenu par des centaines de milliers de syndiqués, le gouvernement n'ébaucha même pas un programme social concret auquel ils auraient pu se rallier. Les soldats du Kuomintang étaient en ville, hésitant, ne comprenant pas bien ce qui se passait, et le gouvernement ne tenta même pas de prendre contact avec eux, ou d'encourager la fraternisation entre les ouvriers et les soldats. De tels gestes auraient pu préserver la victoire à Shanghai, mais cela aurait compromis le « front uni national ». En quelques endroits, comme à Pootung, les ouvriers s'affirmèrent avec plus d'agressivité, s'emparant des organes locaux du pouvoir, établissant leur propre juridiction, supprimant les fonctions de la police au profit des piquets. Au lieu de soutenir de tels actes, le gouvernement provisoire les déplora et les critiqua.

L'Union générale du Travail, qui contrôlait directement les organisations de masse en pleine croissance, faisait également de son mieux pour éviter la « lutte ouverte ». Elle essaya de freiner le mouvement de grève et de limiter strictement l'activité des piquets ouvriers. Le 4 avril l'Union générale du travail interdisait les grèves spontanées. Selon ce nouveau système, les réclamations « ne devaient pas être trop exigeantes », et l'on devait tout d'abord s'employer à négocier directement avec les employeurs. Au cas où ces négociations initiales échoueraient, il faudrait en référer au comité de district et au besoin à la centrale syndicale qui entamerait des pourparlers avec les employeurs. Lorsque ces ordres entrèrent en vigueur, des lock-outs étaient déjà lancés. L'Union générale du Travail adopta une résolution demandant timidement au gouvernement provisoire de dire aux employeurs « de ne pas fermer leurs usines sur de simples prétextes, ou sans raison valable ²⁰. »

Il fut formellement interdit aux piquets de procéder à des arrestations. Ils devaient se contenter « de maintenir l'ordre en coopérant avec la police et l'armée ». De lourdes sanctions frappèrent les contrevenants. Les syndicalistes se soumièrent ainsi servilement aux chefs militaires. Un soir, par exemple, quelques membres de la famille du général Liu Shih, un des réactionnaires les plus notoires de l'entourage de Chiang, furent arrêtés par une patrouille ouvrière. Le lendemain matin, l'Union générale du Travail se confondait en excuses. Le général Liu était prié de pardonner aux quatre ouvriers dont « le geste avait été insouciant et téméraire au point d'abuser d'autres camarades et de déranger la famille du général. Nous les avons désarmés et nous les avons exclus des piquets. Ils seront sévèrement punis ²¹. »

Les étrangers, barricadés derrière les barbelés de leurs concessions, recourant de temps en temps à la force contre les ouvriers et les étudiants chinois, eurent droit à la même humilité. Le bombardement de Nankin, le 24 mars, avait profondément surpris beaucoup de Chinois qui croyaient encore à la bienveillance des États-Unis envers le nationalisme chinois. A nouveau, le 7 avril, à Shanghai, une patrouille militaire américaine dispersa une manifestation devant les bâtiments de l'*Oriental Spinning and Weaving Company*. Dans la nuit du 8 avril, un détachement de deux cents soldats britanniques effectua un raid contre l'université chinoise, blessant huit étudiants, fouillant les

dortoirs, arrêtant un grand nombre d'étudiants et confisquant leurs affaires. Les fusiliers marins japonais intervinrent à plusieurs reprises à coups de baïonnette dans les usines japonaises de la concession. Même à ce moment, les communistes n'intensifièrent pas la propagande anti-impérialiste, ils n'essayèrent pas de couper les liens qui rattachaient la concession au reste du pays. Ils se contentèrent de rassurer, de promettre que Shanghai ne verrait pas la répétition des événements de Hankow et de Kiu-kiang. Le 2 avril, tous les journaux de Shanghai publièrent le communiqué suivant : « A propos du retour des concessions à la Chine, l'Union générale du Travail, de même que l'armée et les commerçants, suivra la politique extérieure du gouvernement national. Elle n'entreprendra rien contre les concessions. En ce qui concerne l'ordre et la loi, ils seront préservés, et l'Union générale du Travail y contribuera avec l'armée et les commerçants²². » Le 30 mars, l'Union générale du Travail avait déjà promis « d'attendre patiemment une conclusion pacifique des négociations à venir entre le gouvernement national et les puissances étrangères ». Elle déplorait le fait que « des résidents de la concession internationale soient considérablement émus » par des rumeurs. « Nous désirons étendre notre propagande, mais nous désirons faire cesser toutes les alarmes inutiles. L'Union générale du Travail de Shanghai soutient fermement le mouvement pour le retour des concessions à la Chine, mais la responsabilité en incombe au gouvernement national... Notre action à l'égard des affaires diplomatiques sera identique et sera confiée à ceux qui sont plus haut que nous, précisément le gouvernement national²³. »

De cette façon le parti communiste laissait échapper une à une toutes les occasions. Le pouvoir en ville ne pouvait s'exercer qu'en collaborant avec les dirigeants bourgeois ou pas du tout. « L'ordre et la loi » étaient l'affaire « de l'armée et des marchands ». La lutte contre l'impérialisme devait être confiée « à ceux qui sont plus haut que nous » et la façon dont ils la régleraient était acceptée d'avance. En définitive, celui qui se laissait aller à suggérer que des préparatifs étaient faits pour liquider le parti communiste et les syndicats était coupable de faire circuler des rumeurs contre-révolutionnaires en vue de perturber le « front-uni national ». Plus d'une année après, Pavel Mif, le spécialiste des questions chinoises pour le Comintern, écrivait : « Les camarades de Shanghai

étaient encore hypnotisés par la vieille ligne politique et ne pouvaient imaginer un gouvernement révolutionnaire sans la participation de la bourgeoisie... La bourgeoisie, selon la vieille tradition, se voyait confier une fois encore la direction²⁴. » Malheureusement, la « vieille ligne politique » et la « vieille tradition » étaient à Shanghai, à ce moment, la seule ligne et la seule tradition. Les communistes chinois faisaient simplement de leur mieux pour appliquer les instructions que Moscou leur avait fait parvenir. Staline avait parlé de citrons à presser, que ces citrons créeraient une ouverture avec Chang Tso-lin et les riches marchands que l'on n'avait pas encore utilisés complètement. Chiang Kai-shek, en vérité, avait pratiqué cette ouverture mais, au lieu de les employer dans une perspective révolutionnaire, il les intégrait à son projet contre-révolutionnaire. Staline avait dit que Chiang et les autres « individus capables » à la tête de l'armée ne pouvaient « faire autrement que la conduire à l'assaut de l'impérialisme ». Il avait dit aussi qu'il fallait refuser la lutte « ouverte » et qu'il était nécessaire que les ouvriers de Shanghai enterrent ou cachent leurs armes. Voilà la seule « vieille tradition » qui animait l'action des communistes de Shanghai lorsque à l'heure H une occasion se présenta pour eux de s'emparer complètement du commandement de la première division, la propre garnison de Chiang dans la ville.

Cette première division comprenait les éléments les plus aguerris et les plus politiquement conscients des troupes du Kuomintang. C'étaient les soldats de la première division qui, le 21 mars, avaient passé outre aux ordres de Pai Ch'ung-hsi et qui avaient pénétré dans Shanghai le lendemain. L'un des premiers objectifs de Chiang, après son arrivée, fut d'éloigner ces troupes, et il leur ordonna de quitter la ville. Le général Hsüeh Yüeh, le commandant de la division, contaminé par des sentiments révolutionnaires, sinon animé par des visées ambitieuses, ou peut-être les deux à la fois, ressentit bien la pression de ses propres soldats. Il vit également une bonne occasion de jouer un rôle qui modifierait la situation à Shanghai en particulier, et la révolution en général. Les ordres de Chiang en poche, il alla au quartier général du Comité central du parti communiste.

L'histoire de cet épisode se retrouve à travers les pièces et les morceaux éparpillés dans divers documents. Mais pour l'essentiel, elle se trouve confirmée par plusieurs

sources²⁵, qui donnent tous les détails suivants. Hsüeh Yüeh dit au comité central : « Chiang m'a ordonné de quitter Shanghai. Que dois-je faire ? » Il proposa de jeter Chiang en prison et de l'inculper de complot contre-révolutionnaire. Ch'en Tu-hsiu, les autres membres du Comité central, Voitinsky, et toute une brochette de conseillers du Comintern étaient présents ou furent rapidement mis au courant de l'offre. Ils hésitèrent, puis décidèrent de voir venir. Selon un rapport publié plus tard à Moscou, « on ne donna pas une réponse claire à cette proposition d'attaquer Chiang d'une façon décisive. Ils conseillèrent à Hsüeh Yüeh de se faire porter malade et de saboter les ordres. » Chiang Kai-shek refusa tout délai. « Le moment arriva où il était impossible de remettre la décision. Devant cet ultimatum Hsüeh Yüeh s'adressa à nouveau au parti ; il n'y avait pas moyen de tergiverser : ou bien prendre les armes contre Chiang (c'était ce que Hsüeh proposait) avec le soutien et sous la direction du parti communiste, ou bien obéir, c'est-à-dire laisser sortir de Shanghai un élément important et précieux du point de vue révolutionnaire. »

En définitive, les conseillers du Comintern et les communistes n'osèrent pas accepter une proposition aussi hardie ; au lieu de cela, ils firent parvenir une respectueuse requête à Chiang Kai-shek, et à son chef d'état-major, Pai Ch'ung-hsi, demandant humblement que la première division reste cantonnée en ville. Aux travailleurs, on assura une nouvelle fois que tout était pour le mieux. (Il y eut des communistes, s'il faut en croire André Malraux, qui voulaient désespérément garder ces troupes et organiser la résistance. Son personnage principal, Kyo, voulait se battre, « mais les discours officiels du parti communiste chinois, toute la propagande d'union avec le Kuomintang, le paralysaient²⁶.) Ce moment décisif une fois perdu, les troupes de Hsüeh Yüeh quittèrent Chapei, le quartier ouvrier, puis ensuite Shanghai. Les soldats ne comprenant rien, mais toujours confiants dans la direction communiste, ne protestèrent pas*. Ils furent remplacés par les troupes de Pai Ch'ung-hsi, Liu Shih, Chou Feng-ch'i, le renégat nordiste, qui veillèrent à ce que la nouvelle garnison dans ce fief de la classe ouvrière soit composée d'indi-

* Hsüeh Yüeh, devint un peu plus tard l'un des lieutenants les plus fidèles de Chiang, et dirigea les campagnes les plus dures contre les armées communistes en Chine Centrale entre 1930 et 1934. Il fut le dernier gouverneur du Kwangtung en 1949.

vidus à l'abri des contacts populaires et des élans révolutionnaires.

Au même moment — c'était la première semaine d'avril — des attaques isolées se produisirent contre les locaux communistes. Il y eut des dizaines d'arrestations, et plusieurs piquets furent désarmés. Les bureaux du Kuomintang tenus par les communistes furent fermés. Pour protester contre ces agissements, l'état-major du département politique de l'armée se réunit le 5 avril et adopta une résolution demandant à Chiang de prouver sa fidélité au Kuomintang en relâchant ceux qui avaient été arrêtés. En réponse, le lendemain, une compagnie de soldats de Chiang opéra une descente dans les bureaux du département politique et procéda à dix-neuf arrestations. Un communiqué officiel prit la peine d'annoncer que ces arrestations ne signifiaient en rien une mauvaise volonté à l'égard des communistes. « Les gens contrôlant le département politique de l'armée entretiennent secrètement les forces réactionnaires et entravent l'avance de l'expédition du Nord ²⁷. »

Le jour même, les soldats de Chang Tso-lin firent, avec la permission du corps diplomatique, une descente dans l'ambassade russe de Pékin, et arrêtèrent une vingtaine de Chinois qui s'y trouvaient, entre autres Li Ta-Chao, un des fondateurs du parti communiste chinois*. Chiang se hâta de câbler à l'ambassade soviétique son « indignation » et ses « regrets ». Il déclara que ce raid était un « outrage sans précédent », et pria le chargé d'affaires soviétique d'agréer « ses plus sincères condoléances ²⁸ ». A Moscou, le télégramme de Chiang fut monté en épingle comme une preuve de plus qu'il ne pouvait vraiment pas préparer un coup contre les ouvriers ²⁹. Mais lorsque à Shanghai les autorités étrangères suivirent l'exemple de Pékin et tendirent autour du consulat général soviétique un cordon militaire pour en contrôler les entrées et les sorties, Chiang resta discrètement silencieux. « On suppose dans les milieux étrangers, rapporta un journaliste américain, que le clan de Chiang Kai-shek voit sans répugnance la restriction des libertés du consulat soviétique ³⁰. »

Au cours d'une des cérémonies arrangées par les communistes en son honneur, juste après son arrivée, Chiang avait même offert aux milices un drapeau sur lequel on avait brodé « Action commune ». Le genre d'action com-

* Li Ta-chao et les dix-neuf autres furent pendus quelques jours plus tard, le 28 avril, dans la prison de Pékin.

mune auquel il pensait fut révélé le 6 avril lorsque, à Lunghwa, on ordonna : « Tous les piquets armés des syndicats devront passer sous les ordres du commandant en chef, sous peine de se voir considérés comme des organisations de conspirateurs et interdites³¹. »

L'époque de la dissimulation et des apparences était révolue. Les organisations de l'aile gauche et des communistes envoyaient encore des télégrammes de félicitation à propos du manifeste Ch'en-Wang, lorsque Wu Chih-hui, le porte-parole de Chiang, déclara devant une réunion de l'aile droite à Shanghai : « Le manifeste Ch'en-Wang n'était qu'une simple conversation diplomatique amicale entre des dirigeants de deux partis, et sans répercussion aucune sur la politique du Kuomintang³². » Pour remplacer le gouvernement provisoire, en voie d'extinction, Chiang nomma un comité provisoire, dirigé par Wu Chih-hui, pour reprendre en main l'administration civile. Tout le reste était prêt. La semaine précédente, il avait envoyé à Nankin quelques-uns de ses bataillons les plus sûrs pour nettoyer la ville des unités qui lui étaient hostiles. Il fit un saut pour inspecter les résultats. Le 9 avril, l'opération était finie, sans accroc, la plupart des soldats fautifs s'étant laissé désarmer sans résistance. Ils ne comprenaient pas ce qui se passait³³. Maintenant, à Shanghai, trois semaines de pourparlers, de manœuvres et de gestes, de déclarations et de compromis astucieux, tiraient à leur fin.

Les communiqués d'une demi-page que le département politique de Pai Chung-hsi faisait passer dans la presse chinoise furent presque un compte à rebours. Durant les premiers jours de l'occupation nationaliste, ces communiqués répétaient en grands caractères noirs, les slogans habituels : « A bas l'impérialisme ! Exterminons les forces féodales ! » Mais à partir du 7 avril, le ton changea, d'abord subitement, puis sans ambages.

Le 7 avril : « A bas les réactionnaires qui sabordent la révolution nationale ! »

Le 8 avril : « Quiconque s'oppose au triple démisme s'oppose à la révolution ! »

Le 9 avril : « A bas les éléments scissionnistes de l'arrière ! »

Le 10 avril : « Vive le nouveau comité provisoire de Shanghai ! »

Le 11 avril : « Nous, les soldats, nous combattons au front, au prix de lourdes pertes. Les travailleurs honnêtes de l'arrière ne se mettront en grève sous aucun prétexte et ne causeront aucun désordre. »

Le 12 avril, on pouvait lire : « Consolidons le grandiose front uni national des paysans, des ouvriers, des étudiants, des marchands et des soldats, pour nous efforcer de réaliser le triple démisme ! » Ce matin-là, juste avant l'aube, le crépitement des mitrailleuses résonna dans la cité qui se réveillait. Les ouvriers se levaient pour découvrir que l'impensable, l'impossible, se réalisait. Où cela était possible, ils bondirent sur les armes qu'ils avaient encore pour se défendre. Mais avec Kyo ils ont pu demander quelques heures avant cette aube : « Leurs dernières armes livrées ou non, comment combattraient-ils, un contre dix, en désaccord avec les instructions du parti communiste chinois, contre une armée qui leur opposerait ses corps de volontaires bourgeois, armés à l'européenne et disposant de l'avantage de l'attaque ³⁴? »